



SOCIALISME OU BARBARIE

Bulletin de liaison du Cercle de Jeunes Révolutionnaires
Paris - Montpellier

SOMMAIRE

p.1

Édito - À bas le budget 2025 du gouvernement ultra-réactionnaire Macron-Barnier !

p.6

Palestine : un concentré de la barbarie capitaliste

p.12

La révolte du peuple kanak, un soulèvement contre l'ordre colonial français

p.17

À propos de LFI

Éditorial de Socialisme ou Barbarie n°2 - 20/09/2024

À bas le projet de budget 2025 du gouvernement ultra-réactionnaire Macron-Barnier ! Unité des organisations syndicales pour empêcher son adoption !

Un budget de guerre contre la jeunesse et le prolétariat

Malgré la confusion ambiante, la question politique déterminante est celle du budget de l'État 2025. Après l'annonce en février par l'INSEE du dérapage du déficit public de 4,9% à 5,6% du PIB, le gouvernement Macron-Attal-Le Maire a immédiatement réagi en coupant 10 milliards d'euros dans le budget 2024 de l'État par décret. L'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur ont perdu respectivement 691 millions et 904 millions d'euros ! Sans toucher au budget des flics et de l'armée, qui sont eux en constante augmentation depuis des années.

C'est aussi dans ce cadre que le gouvernement Macron-Attal-Le Maire, pourtant démissionnaire après la double défaite de la majorité aux élections, a pris en charge la préparation du budget 2025. Le 20 août, Attal a envoyé des « lettres plafonds » actant le gel du budget à la hauteur de celui de 2024 (492 milliards), ce qui revient à ne pas compenser l'inflation et donc au principe d'au moins 10 milliards de coupes. Ces coupes, qui ne constituent qu'une base minimale, et pourtant bien insuffisantes du point de vue de la bourgeoisie ; ce sont des milliards en moins dans des ministères comme celui du travail (avec la suppression de l'ASS, revenu minimal pour les chômeurs en fin de droit), de la santé ou de l'éducation pourtant déjà soumis à une terrible austérité.

Aujourd'hui, c'est à partir de ce projet, mortifère pour le prolétariat et la jeunesse, que Barnier prépare le budget 2025 qu'il devra soumettre au parlement au cours du mois d'octobre. Mais pour cela, il doit surmonter la crise ouverte au sommet de l'État par les élections européennes et amplifiée par les élections législatives qui ont suivi la dissolution.

Une crise politique ouverte après les européennes et les législatives

Le RN a obtenu plus de deux fois le score de Macron aux élections européennes. Ce dernier apparaissait désormais comme minoritaire dans le pays. Sauf à se discréditer, les partis d'opposition allait devoir voter une motion de censure. N'ayant plus de majorité pour appuyer sa politique bonapartiste dans le parlement, Macron prend les devants et dissout l'Assemblée nationale. Pariant sur les divisions au sein de la « Nupes », largement aggravées lors des européennes, il a tenté de se positionner comme celui autour duquel le Front Républicain pouvait se constituer. Finalement, Macron a perdu sa majorité relative et aucune majorité, même relative, ne s'est dégagée de ces élections. Il s'agit d'une deuxième défaite pour Macron.

En effet, les composantes de la «Nupes» (PS, PC, EELV, LFI) ont mis de côté leurs querelles pour nouer un accord de candidat unique dans chaque circonscription : le Nouveau Front Populaire - NFP. Cet accord, présenté fallacieusement comme un élan des masses populaires, est un pur accord électoral de politiciens bourgeois cherchant à sauver leur peau. D'ailleurs, le programme est venu après la répartition des circonscriptions ! Ce programme, même s'il présente quelques revendications ouvrières comme l'abrogation de la réforme des retraites, est surtout un programme de soumission aux exigences de l'impérialisme français. Aucune

défense du peuple Kanak alors même que des dirigeants indépendantistes sont déportés en France pendant les élections (voir dans ce numéro). Soutien à peine voilé à Israël alors que LFI avait fallacieusement tenté de feindre une défense du peuple Palestinien pendant la campagne des européennes. Soutien inconditionnel à l'OTAN et à sa guerre par procuration en Ukraine. Sans parler de son volet économique, véritable tartuferie, qui se résume à faire payer la dette aux travailleurs grâce à l'argent délogé par... plus de dette !

Au soir du premier tour des législatives, le NFP révèle son véritable contenu par la voix de Mélenchon lui-même : le Front Républicain. C'est un appel à voter pour tous ceux qui, par leur politique, ont pavé la voie au RN. Il permet finalement à l'ex-majorité présidentielle de se maintenir à l'AN et de réélire des personnalités comme E. Borne, l'immonde G. Darmanin ou encore un ténor de LR comme L. Wauquiez. Grand perdant de ce front républicain, le NFP occupe moins d'un tiers de l'AN, les théâtraux cris de victoire des dirigeants NFP n'y changeront rien. Leurs appels au « respect des urnes », « au déni de démocratie » sont réactionnaires, les partis bourgeois sont très largement majoritaires à l'AN.

Sans avoir de majorité, c'est le RN, le plus ouvertement réactionnaire des partis de la bourgeoisie, qui sort gagnant de ces élections législatives avec plus de 10 millions de voix au second tour. Comment en est-t-on arrivé là ? Les partis bourgeois ont besoin d'obtenir le soutien de couches petites bourgeoises et même de fractions du prolétariat pour gouverner. Or de nombreuses couches petites bourgeoises subissent de plein fouet les conséquences du déclin du capitalisme français : en particulier par la pression de la concurrence internationale qui se fait de plus en plus forte. C'est pourquoi ces couches se détournent des partis bourgeois traditionnels, de l'ex-majorité ou de LR qui incarnent l'axe pro-UE des cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Elles font alors mouvement vers le RN qui leur paraît porteur d'une politique pouvant les protéger derrière des barrières douanières nationales. L'épisode de révolte agricole du printemps dernier, malgré son caractère hétérogène, en est un parfait exemple. Les organisations paysannes patronales proche du RN se sont renforcées.

Il en va de même pour des fractions entières du prolétariat qui, depuis plusieurs décennies, ont assisté aux trahisons discontinues des dirigeants du PS et du PC. Ces derniers ont pris eux-mêmes en charge les attaques contre les masses qui les avaient portées au pouvoir (Mitterrand, Jospin, Hollande). Au compte de la bourgeoisie, ils se sont comportés en gérants honnêtes et loyaux du capitalisme. Les liens du PS et du PC avec les masses sont ainsi en passe d'être rompus. L'émergence d'une formation comme LFI, qui se paie le luxe d'apparaître plus à « gauche », mais dont le programme ne se différencie, sur le fond, aucunement de celui du PS et du PC, en témoigne (voir dans ce numéro « à propos de LFI »). Ainsi détachés de leurs liens avec le mouvement ouvrier des fractions du prolétariat, souvent déclassées, ne voient d'autres issues que dans le repli national et le rejet des immigrés rendus responsables de leur situation.

Ce sont ces tendances de fond qui alimentent la montée en puissance du RN, quasi naturellement et pratiquement sans qu'il n'ait rien à faire. C'est pourquoi la crise politique en France se confond avec la crise économique de l'impérialisme français.

Aux origines de la crise : le déclassement de l'impérialisme français

Signe implacable de son déclin, l'impérialisme français a été chassé de nombreuses positions issues de son empire colonial. Ces positions sont sans cesse remises en cause par le dégoût que provoque celui-ci pour les populations locales mais aussi du fait de la pression exercée par les autres impérialismes pour en prendre le contrôle. Le soutien donné par Macron à la colonisation marocaine du Sahel est un casus belli pour le gouvernement algérien, ce qui acte la perte d'influence de Paris dans son ancienne colonie algérienne. Or l'Algérie jouait un rôle militaire central dans les opérations de l'impérialisme français au Sahel avant qu'il n'en soit expulsé pays par pays (Mali, Burkina Faso, Niger). De la même manière, la crise en Kanaky tourne à la débâcle malgré la présence d'hommes de troupe par milliers. La révolte de la jeunesse Kanak contre les caldoches (colons français) menace l'existence même des institutions françaises de la « Nouvelle Calédonie » - institutions qui forment une véritable administration coloniale.

Plus largement, la situation économique mondiale est marquée par le ralentissement de la Chine du fait de la profonde crise de son secteur immobilier. Le gouvernement chinois tente de conjurer la catastrophe par l'exportation massive de toutes une série de marchandises fondamentales de l'économie capitaliste (technologie, acier, automobile...). Les USA tentent de freiner ce mouvement par des mesures protectionnistes (investissements de l'État dans l'industrie américaine, barrières douanières) et militaro-diplomatiques (pression à Taïwan). En revanche, les vieux impérialismes européens perdent de plus en plus de parts de marché. Ils doivent également faire face à la faiblesse de leur propre marché intérieur car les salaires réels des prolétaires des métropoles impérialistes ont été laminé par l'inflation qui a suivi la crise du COVID. Or la situation du capitalisme français se dégrade particulièrement vite, sa place dans les échanges entre pays se réduit, y compris au sein de l'Union Européenne. Fait significatif : les fermetures ou menaces de fermetures de sites dépassent à nouveau en 2024 largement le nombre d'ouverture de sites industriels. Le capitalisme français est en voie de déclassement en Europe.

Un marqueur déterminant est celui de la dette publique. A cet égard, la France est à l'avant avant dernière place en Europe juste devant l'Italie et la Grèce, sa dette a atteint plus de 110 % du PIB fin 2023. Or malgré cet endettement de l'État, les capitalistes français ont terriblement besoin du soutien budgétaire, c'est ce qui est exigé à cor et à cri par le dirigeant du MEDEF P. Martin, qui prédit la catastrophe si « les orientations poursuivies depuis 2017 sont abandonnées ». Ces orientations c'est le soutien aux entreprises – aux capitalistes – appelé pudiquement « politique de l'offre ». Ce soutien est permis par la baisse des cotisations sociales (les « charges des entreprises »), la baisse des budgets sociaux de l'État (santé, éducation...) ou encore des contre-réformes comme celles des retraites. C'est là que réside le caractère de classe du projet de budget d'État de 2025 : pour pallier le déclassement de l'impérialisme français, la bourgeoisie doit s'en prendre frontalement aux acquis du prolétariat en matière sociale, cela commence par le budget général de l'État.

La nomination de Barnier : une tentative de conjurer les difficultés politiques

Si pour les intérêts généraux de la bourgeoisie il est clair qu'il faut passer à l'offensive sur le budget, les politiciens bourgeois sont divisés. La pression qu'exerce le RN sur les autres

formations de la bourgeoisie est telle que les intérêts partisans et les carrières politiques individuelles peuvent prendre le pas sur les intérêts de classe. Les difficultés qu'a connues Barnier pour constituer son gouvernement en témoignent. Pourtant sa nomination ne doit rien au hasard, elle a été une tentative par Macron de conjurer les difficultés politiques rencontrées par la bourgeoisie.

Après une longue carrière de politicien bourgeois, plusieurs fois ministre (sous Balladur puis Chirac), il s'est illustré comme commissaire européen puis négociateur du Brexit. Or la France est sous le coup d'une procédure pour déficit excessif par l'Union Européenne menaçant d'approfondir son déclassement dans l'UE. Mais son atout déterminant a cependant été... sa compatibilité politique avec le RN ! Ses positions ultra-réactionnaires sont connues, il les a défendues ouvertement pendant la primaire républicaine de 2021 où il a repris les marottes du RN sur l'immigration (suppression de l'AME, référendum). Le Pen ne s'y est pas trompée puisqu'elle a tout de suite déclaré qu'elle ne censurera pas Barnier, qu'il était « un 1er ministre sous surveillance », faisant ainsi du RN l'arbitre de sa politique. Le front républicain réalisé autour des macronistes « contre l'extrême droite », aura donc permis à Macron de s'appuyer... sur le RN. C'est une leçon de chose sur la nature réelle du front républicain.

De ce point de vue, « l'opposition » du NFP tient de la tragi-comédie. Lors de sa « candidature », au poste de 1er ministre, L. Castet a révélé le pot aux roses : cette dernière, avec l'assentiment des différentes composantes du NFP, a déclaré qu'elle était prête à composer « texte par texte » à l'AN, à trouver des « majorités ». C'est donc la poursuite de la politique du front républicain, d'alliance – et donc de soumission - aux partis de la bourgeoisie. De même, l'opération de LFI à propos de la « procédure de destitution » de Macron cache en réalité son soutien au projet de budget en cours. Alors qu'il est hautement improbable que cette procédure aboutisse, Éric Coquerel dirigeant de LFI à la tête de la commission des finances de l'AN a déclaré qu'il était encore temps « d'amender dans le sens du programme du NFP » le budget préparé par Attal. Loin d'un combat contre le budget, et donc contre Macron, c'est une acceptation tacite du cadre budgétaire moribond imposé par la situation de l'impérialisme français.

Barnier a justement été nommé parce qu'il apporte des gages à la bourgeoisie sur sa politique fondamentale : en 2021 il défendait le recul de l'âge à la retraite à 65 ans. Cependant s'il a les faveurs du patronat c'est autant pour son programme que pour sa méthode : c'est un ardent défenseur du « dialogue social ». Il entend ainsi, à défaut de force politique à l'AN, s'appuyer sur les dirigeants syndicaux des centrales ouvrières (CGT, FO, FSU) pour trouver la stabilité qui lui manque. Fidèles lieutenants de leur bourgeoisie, ces derniers ont répondu à l'appel du devoir. B. Teste (FSU) assurent qu'ils jugeront « sur pièces », sans lui faire « le procès de vouloir appliquer le programme qu'il défendait lorsqu'il brigait l'investiture de la droite pour la présidentielle de 2022 ». Cette capitulation d'emblée est entièrement confirmée par S. Binet, la dirigeante de la CGT, qui a déclaré à la fête de l'Humanité qu'elle regrettait que Barnier n'ait « pas dit un mot sur les sujets de préoccupation des français (...), qu'il n'ait pas rencontré les organisations syndicales, qu'il ne se soit pas exprimé sur la question des salaires, des services publics, de l'Assurance chômage, des retraites... ». Un mensonge éhonté puisque Barnier a été très clair : pas question de revenir sur le

cadre budgétaire de la réforme des retraites et donc sur l'âge de départ. En revanche les revendications de Binet ont été pour partie exaucées puisque les organisations syndicales ont été reçues très cordialement par le chef de cabinet de Barnier.

Une nécessité : combattre pour empêcher le projet budget 2025 de passer

Les dirigeants syndicaux ont montré leur disponibilité à soutenir Barnier dans la constitution de son gouvernement qui n'a pourtant, fondamentalement, qu'un seul objectif immédiat : faire passer le budget 2025 qui ne peut être autre chose qu'un budget de guerre contre les acquis du prolétariat et de la jeunesse. Or Barnier éprouve déjà des difficultés manifestes et a dû se résoudre à repousser la présentation de son texte. Au lieu de profiter de cette faiblesse, les dirigeants syndicaux (CGT, FSU, UNEF, Union Etudiante, Solidaires) organisent une « journée d'action » le 1er octobre dont l'appel ne mentionne qu'une seule fois le budget au détour d'une phrase !

Il s'agit d'une politique sciemment ajustée afin de soutenir un gouvernement fragile et d'interdire au prolétariat et à la jeunesse d'engager le combat contre la mise en place d'un budget de guerre à leur encontre. Or toutes les revendications sont aujourd'hui concentrées sur la question du budget, car ce dernier déterminera le cadre des attaques à venir. Il en va de même pour les étudiants dans les universités, où les 400 millions de coupes prévues par Attal vont s'ajouter à une situation déjà très difficile. On voit déjà poindre des articles sur la question de la hausse des frais d'inscriptions.

Le combat contre le projet de budget 2025 préparé par la bourgeoisie est également pleinement politique. Infliger une défaite sur le budget poserait inévitablement la question suivante : quel gouvernement pour établir un budget permettant de satisfaire les revendications brûlantes des masses laborieuses et de la jeunesse en France ? Cela changerait inévitablement la situation politique actuellement dominée, à la fois par les difficultés politiques de la bourgeoisie, mais aussi et surtout par le désarroi politique du prolétariat et de la jeunesse qui subissent défaite sur défaite. Cela mettrait à l'ordre du jour le combat pour un gouvernement ouvrier qui s'engage sur la voie de l'expropriation des exploités. Cette voie est celle du socialisme, en l'occurrence, en France, celle du combat pour les États unis socialistes d'Europe.

C'est pourquoi, en premier lieu, il faut mener le combat pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales ouvrières et de jeunesse (UNEF, Union Etudiante) qu'ils réalisent l'unité contre le projet de budget 2025 et préparent l'affrontement centralisé contre le gouvernement Macron-Barnier ou tout autre 1er ministre bourgeois qui pourrait lui succéder !

Pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils prennent en charge ce combat, il est indispensable de se regrouper et de construire des organisations politiques. Dans la jeunesse, ce combat est celui de la construction d'une Organisation de Jeunesse Révolutionnaire. C'est le combat que mène, à la hauteur de ses moyens, le Cercle de Jeune Révolutionnaire qui publie ce bulletin.

Le 20/09/24

Palestine : un concentré de la barbarie capitaliste

La terrible situation en Palestine, et aujourd'hui au Liban, démontre une chose : Israël n'arrêtera son offensive coloniale que contrainte et forcée par la lutte des classes. C'est, pleinement, le refus des dirigeants du mouvement ouvrier d'engager, dans chaque pays et à l'échelle internationale, une bataille pour la défense inconditionnelle du peuple palestinien qui a permis à Israël d'avancer, depuis un an, dans son entreprise génocidaire. Malgré les tentatives de mobilisations étudiantes aux USA et la mobilisation de masse à Londres, les dirigeants du mouvement ouvrier des métropoles impérialistes sont restés sur la ligne de la «paix juste et durable», c'est-à-dire de renvoyer l'opresseur et l'opprimé dos à dos. Cette ligne, c'est celle du soutien matériel et politique des puissances impérialistes occidentales à Israël. À l'inverse, il reviendrait au mouvement ouvrier de s'engager dans un combat acharné pour le boycott ouvrier généralisé d'Israël : empêcher les livraisons d'armes, contraindre l'université à cesser tout partenariat avec les universités israéliennes, etc.

Nous publions dans ce numéro un communiqué du groupe qui édite le bulletin CPS à propos de la situation actuelle au Liban. Nous publions ensuite deux tracts du CJR qui rendent compte du combat que nous menons : pour le boycott académique d'Israël et contre la répression organisée par les gouvernements Macron dans les universités. Diffusion de tracts, tenue d'une réunion publique, le CJR est intervenu à la hauteur de ses moyens tout au long de l'année sur cette question centrale.

Pour approfondir, il faudra se reporter à l'article de SouB n°0, consacré à un rappel historique de l'implantation, par l'impérialisme, des sectes sionistes puis de l'État colonial israélien en Palestine, adoubé par les États-Unis par l'intermédiaire de son officine impérialiste qu'est l'ONU. On pourra aussi se reporter à l'article de CPS n°89, qui analyse la situation précipitée par le déclenchement de l'offensive israélienne en octobre 2023. On trouvera ce matériel dans l'index thématique du site : socialisme.free.fr.





Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Palestine, Liban : l'État d'Israël, bourreau des peuples du Moyen-Orient, doit être stoppé

La seule force à même de se dresser contre cette barbarie : les travailleurs et la jeunesse de tous les pays

Pour cela : il faut imposer aux organisations ouvrières de se placer enfin du côté des peuples opprimés et d'organiser le boycott d'Israël

Depuis un an, l'État d'Israël poursuit sans accroc sa guerre d'extermination contre le peuple palestinien, étendant ses opérations de Gaza à la Cisjordanie. Les massacres indiscriminés, les frappes sur toutes les infrastructures vitales, l'organisation de la famine démontrent que l'État sioniste est déterminé à atteindre son objectif historique : la proclamation du « Grand Israël » et l'anéantissement du peuple palestinien par l'extermination ou par l'expulsion.

Le 18 septembre, Israël a ouvert un nouveau front contre le Liban et sa population. Il a déclenché une opération terroriste de très grande ampleur (explosion de milliers de bipeurs piégés) et lancé une offensive aérienne massive contre les zones d'habitation du sud de ce pays, jusqu'à Beyrouth. Les victimes se comptent déjà par centaines, les blessés par milliers, les déplacés par centaines de milliers. Le Hezbollah, dont les dérisoires tirs de roquettes fournissaient le prétexte initial à ces opérations, est d'ores et déjà très durement touché, décapité par l'exécution de son chef historique H. Nasrallah. Et ce mardi 1^{er} octobre, l'armée d'Israël a engagé des incursions terrestres, sommant, comme il l'a fait à Gaza, les habitants de fuir.

La date du 18 septembre n'a rien de fortuit : c'est l'anniversaire du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila en 1982, alors qu'Israël venait d'envahir et d'occuper le Liban. Les troupes palestiniennes de l'OLP étaient écrasées et ses dirigeants contraints de fuir vers la Tunisie. L'État sioniste a alors montré quelle était sa véritable cible en ouvrant un boulevard aux milices « phalangistes » qui ont pu massacrer des milliers de réfugiés. Israël n'a mis fin à son occupation qu'en 2000, au prix de nouvelles annexions, pour la remplacer par des incursions constantes et le viol systématique du territoire libanais, dont une offensive militaire majeure en 2006.

Ainsi, sous couvert de permettre le « retour » de 60 000 colons... sur des terres historiquement volées au Liban et à la Syrie, les tenants de l'État sioniste entendent organiser une nouvelle invasion.

Israël, c'est la guerre en permanence contre le Moyen-Orient et ses peuples

Du fait même de sa nature d'État colonial et raciste, l'État d'Israël s'est implanté au Moyen-Orient comme un couteau se plante dans la chair, provoquant parmi les populations de la région une réaction d'auto-défense et de rejet aussi vitale que nécessaire.

Le nettoyage ethnique de la Palestine, en 1947-48, a contraint des centaines de milliers de Palestiniens à se réfugier dans les pays voisins, incapables de les assimiler économiquement. Ces réfugiés sont devenus des millions entassés dans des camps, ils n'ont dans leur grande masse pas d'autre perspective que d'aspirer à retourner sur leur terre. Le Moyen-Orient est lui-même une mosaïque des peuples opprimés. Les frontières, artificielles, sont le produit d'un découpage orchestré à la fin de la première guerre mondiale par les impérialismes français et anglais, au mépris des peuples. Les régimes en place sont, d'une manière ou d'une autre, les produits de cet « ordre » impérialiste. Pour ces raisons, de l'émergence d'une situation révolutionnaire en Jordanie en 1970 au souffle révolutionnaire parti de Tunisie et d'Égypte en 2011, en passant par l'Intifada de 1987, la lutte du peuple palestinien pour sa libération et les luttes des masses de toute la région ont partie liée. La question palestinienne est devenue le symbole de la lutte de tous contre l'impérialisme et les dictatures à sa botte.

Par ailleurs, les tenants de l'État sioniste ont compris très tôt que, pour se maintenir, ils devaient emporter l'appui des puissances impérialistes dominantes dans la région en faisant coïncider les intérêts de ces dernières avec le leur : ce qui vaut à Israël le fameux titre de « gendarme du Proche-Orient ». État colonial, État

constitutionnellement raciste, bras armé depuis des décennies de l'impérialisme américain qui a lui-même à son actif des millions de morts et des destructions innombrables au Moyen-Orient : Israël ne peut espérer se maintenir que par la guerre et la terreur continues.

Les puissances impérialistes soutiendront Israël jusqu'au bout

Après une année au cours de laquelle Israël a pu meurtrir le peuple palestinien sans se heurter à la moindre limite ni au moindre obstacle, c'est une évidence : les principales puissances impérialistes se tiennent aux côtés de l'État d'Israël. Les pires frappes israéliennes contre le sud de Beyrouth auraient été ordonnées par Netanyahu depuis le siège central de l'ONU à New York, en toute tranquillité.

L'impérialisme américain, soutien indéfectible et inconditionnel d'Israël, finance, arme et appuie l'État sioniste à tous les niveaux. C'est parce que la situation internationale est marquée par la tension croissante entre l'impérialisme américain et le « jeune » impérialisme chinois, seul concurrent de Washington au titre de puissance mondiale, qu'Israël a jugé possible d'engager son offensive décisive pour en finir avec le peuple palestinien et mettre toute la région à feu et à sang : puisque Washington a besoin d'Israël, il est possible de pousser l'avantage à un niveau sans précédent. Les années de présidence de Donald Trump en donnent une expression concentrée : Trump a en effet d'emblée « reconnu » la « souveraineté » d'Israël sur Jérusalem... ou sur le Golan, territoire syro-libanais annexé par Israël en 1967. Mais la concurrente de Trump dans le cadre des élections présidentielles, Kamala Harris, a déjà exprimé son « soutien inconditionnel » au « droit d'Israël à se défendre », tandis que Biden a apporté à l'État sioniste un appui financier historique.

En France, la répression qui s'abat contre toute expression en faveur du peuple palestinien suffit à le montrer : se mobiliser aux côtés du peuple palestinien, c'est se mobiliser contre Macron et contre l'impérialisme français. Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau qui vient d'être constitué se distingue encore par la place qu'il accorde aux figures pro-israéliennes les plus virulentes.

Le combat utile et nécessaire : imposer aux dirigeants du mouvement ouvrier d'organiser le boycott d'Israël

Par millions, les travailleurs et la jeunesse de tous les pays ont clairement conscience du caractère barbare des exactions de l'État sioniste. Ils savent que les dirigeants des principales puissances impérialistes sont du côté d'Israël. D'importantes mobilisations survenues dans le monde entier en témoignent – en particulier aux États-Unis, pays d'importance décisive. Plus personne ne croit aux cantiques en faveur d'une « paix juste et durable », encore moins à une « solution à deux États » alors même que l'opresseur, Israël, est en passe d'imposer « sa » solution à un seul État colonial et raciste.

Mais alors que cette conscience existe, la mobilisation reflue et semble sans effet. Comment l'expliquer ? La responsabilité décisive est celle des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier qui, loin de reprendre à leur compte les aspirations exprimées par les manifestants, n'ont cessé de refuser de se placer du côté de l'opprimé, contre l'opresseur.

Qu'on en juge en lisant le communiqué publié par la direction de la CGT le 24 septembre : « *Massacres de civils : le nouveau gouvernement français doit s'engager immédiatement pour la paix au Proche-Orient* ». La direction de la CGT demande donc au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau d'exiger un « *cesser le feu immédiat et pérenne à Gaza et au Liban* » et la « *libération de toutes les personnes détenues* ». Elle précise que « *cela passe notamment par la demande d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Des supplices qui pourraient tout aussi bien figurer sur les communiqués du Quai d'Orsay. Dans un tel cadre, la « *revendication* » d'une « *mise en œuvre de sanctions diplomatiques et économiques* » est une fumisterie : l'objectif essentiel de ce texte, c'est d'éviter de s'affronter au gouvernement allié d'Israël.

Un véritable combat pour stopper le bras de l'État sioniste et venir en aide au peuple palestinien, à la population du Liban, implique tout au contraire de s'organiser pour imposer à ceux qui peuvent et doivent organiser ce combat, les dirigeants des organisations du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU...), étudiantes et de jeunesse, du PS, du PCF... :

- **Condammes sans équivoque les crimes d'Israël, placez-vous sans équivoque du côté du peuple palestinien**
- **Condammes clairement l'attaque contre le Liban et sa population par l'État d'Israël**
- **Appelez à l'organisation du boycott effectif de l'État d'Israël à tous les niveaux**
- **Appelez à une manifestation nationale massive à l'ambassade d'Israël sur ces objectifs**

Prenez contact ! e-mail : socialisme@free.fr

Site web : <http://socialisme.free.fr>

Directeur de la publication : Yves Ankaoua – Commission paritaire n°67187 – N° ISSN : 0763790 X – Imprimerie spéciale



A bas les partenariats universitaires avec l'État colonial d'Israël ! Les syndicats de l'ESR doivent combattre pour le boycott universitaire d'Israël !

L'État sioniste vient d'étendre son offensive génocidaire, avec le soutien total des puissances impérialistes, par un déluge de bombes contre le Liban et sa population. Après la rengaine sur la « guerre Israël-Hamas », la propagande de guerre impérialiste parle aujourd'hui de « guerre Israël-Hezbollah ». Ces formules ont pour objectif de légitimer les agressions coloniales meurtrières de Tsahal.

Le massacre de la population gazaouie et la colonisation de la Cisjordanie s'intensifient

Malgré l'épidémie de polio en cours à Gaza, les bombardements ont repris dès le danger sanitaire écarté pour les populations israéliennes. En Cisjordanie, la colonisation s'intensifie considérablement : armés de bulldozers pour détruire les infrastructures palestiniennes, les colons procèdent à un nettoyage ethnique avec le soutien de l'armée israélienne.

La recherche universitaire au service d'Israël dans son entreprise d'extermination

« De la coopération avec l'industrie de défense à la formation de soldats en passant par la réflexion sur la doctrine militaire, une partie du monde universitaire israélien est intimement liée à l'armée et à l'industrie de défense » (La Croix, 23 juin). La construction des universités israéliennes a en effet pleinement participé à la colonisation. D'abord par la destruction systématique du système éducatif palestinien mais aussi comme outils de contrôle du territoire. Tant pour l'appui aux opérations militaires que pour la promotion de l'État sioniste, les universités sont une composante de l'État colonial.

Aujourd'hui, elles jouissent de leur intégration dans les réseaux de recherche internationaux. Cela permet à l'armée israélienne, financée par l'impérialisme US, d'être à la pointe de la technologie et de conduire des opérations de lobbying culturel au compte de l'État sioniste. C'est pourquoi les mouvements étudiants dans les universités américaines pour le boycott académique d'Israël ont rencontré un écho international.

Le boycott académique, un enjeu pressant de la solidarité avec le peuple palestinien

Le boycott académique est donc une composante du combat contre le génocide en cours. Or, les dirigeants du mouvement ouvrier ne lèvent pas le petit doigt pour mener ce combat. Ils renvoient dos à dos l'opresseur et l'opprimé au nom d'une « paix juste et durable ». Cette orientation, reprise du droit impérialiste de l'ONU, est totalement alignée sur la position de leurs propres impérialismes qui soutiennent inconditionnellement Israël. La répression administrative et policière organisée par le gouvernement Macron contre les étudiants de Sciences Po qui ont tenté de combattre sur cet axe vaut pour démonstration.

Ce refus des dirigeants du mouvement ouvrier d'engager, dans chaque pays et à l'échelle internationale, une bataille pour la défense inconditionnelle du peuple palestinien a permis à Israël d'avancer depuis un an dans son entreprise génocidaire.

C'est pourquoi il faut s'organiser pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales à l'Université de mener une campagne active de boycott national des universités israéliennes et de prendre en charge le combat contre la répression.

C'est une composante du boycott ouvrier généralisé d'Israël. Ce combat internationaliste exige une organisation politique pour le mener à bien, une Internationale Révolutionnaire de Jeunesse.



Halte au massacre du peuple palestinien !

Défense du droit de manifester et d'exprimer publiquement un soutien inconditionnel au peuple palestinien !

Face à la campagne policière du gouvernement à l'Université : unité des syndicats (FSU, CGT, FO, UE, UNEF ...) pour la levée des poursuites et sanctions contre les étudiants et personnels pour l'expression de leur soutien au peuple palestinien.

L'État d'Israël poursuit son offensive génocidaire à Gaza et les expulsions des Palestiniens de leurs terres en Cisjordanie. En quatre mois de guerre, plus d'enfants ont été tués par l'État d'Israël qu'en quatre années de conflits à travers le monde, selon l'ONU.

Sciences Po : l'État policier pour faire taire toute tentative d'expression et d'organisation en défense des droits du peuple palestinien

Le 12 mars dernier, les étudiants de Sciences Po se sont mobilisés dans le cadre de l'appel à la journée de mobilisation de la Coordination universitaire contre la colonisation en Palestine (CUCCP). Ils se sont rassemblés dans un amphithéâtre pour y tenir une conférence en soutien au peuple palestinien.

A l'issue de cette conférence, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF – association de soutien à l'État d'Israël) a dénoncé « *des faits discriminatoires à caractère antisémite survenus en marge de l'occupation de l'amphithéâtre* » en appelant à des sanctions exemplaires contre les étudiants incriminés. La manœuvre est grossière. Le 14 mars, une quarantaine d'étudiants juifs de Sciences Po indiqueront : « *Sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, l'UEJF développe un discours ouvertement hostile à toute revendication propalestinienne, et brille par son refus de critiquer la politique criminelle d'Israël* ».

Dans les heures qui suivent la conférence, Macron saisit l'opportunité et, s'appuyant sur les bobards de l'UEJF, lance l'offensive en dénonçant des propos « *inqualifiables et parfaitement intolérables* ». Le lendemain, Attal et Retailleau s'invitent en pleine réunion du CA de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) pour y dénoncer « *une dérive liée à une minorité agissante et dangereuse* » qui ferait que « *le poisson pourrit par la tête* (sic) ! ». Il s'agit de réduire au silence ceux qui tentent de combattre la politique d'Israël d'extermination de la population palestinienne.

Cette offensive ne sort pas de nulle part et s'inscrit dans un contexte de répression et de terreur intellectuelle à l'Université

Devant l'Assemblée nationale, Attal réitère ses menaces contre les étudiants de Sciences Po : « *Nous serons collectivement intraitables : l'autonomie de l'enseignement supérieur ce n'est pas et ce ne sera jamais une autonomie des valeurs républicaines* ». Il s'agit de faire un exemple car, selon lui, « *depuis des années maintenant, à Sciences Po comme dans d'autres établissements, des débordements scandaleux se sont multipliés du fait d'une minorité agissante et dangereuse* ».

Les menaces de sanctions, la saisine et l'enquête administrative en cours à l'encontre des étudiants de Science Po constituent une mise en œuvre scrupuleuse de la lettre-circulaire Retailleau du 9 octobre 2023 qui commence par l'affirmation de « *la pleine solidarité envers Israël de la France* ». Celle-ci menace de sanction tout étudiant ou enseignant-chercheur voulant s'exprimer ou s'organiser en solidarité avec le peuple palestinien. Cela s'est manifesté par l'annulation d'événements scientifiques et le lancement de procédures disciplinaires à l'encontre d'enseignants-chercheurs, instaurant une véritable police de la pensée à l'Université !

Le 6 décembre, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) déclarait « *nous soutenons [ceux] qui sont menacés de sanctions pour avoir condamné la politique de l'État d'Israël.*

Nous dénonçons les mesures punitives et les intimidations visant à empêcher les débats universitaires et déniant à la recherche d'éclairer la situation au Proche-Orient ». Pourquoi les dirigeants syndicaux ont-ils alors refusé de prendre leur responsabilité et d'exiger le retrait intégral de la lettre-circulaire Retailleau ? Pourquoi ont-ils constamment refusé d'organiser une manifestation massive à l'ambassade d'Israël pour exiger le retrait des troupes israéliennes de Gaza ?

Il faut le dire clairement : ce qui permet aujourd'hui au gouvernement de poursuivre et renforcer ses attaques contre les libertés académiques et de droit de s'organiser à l'Université, c'est le silence des dirigeants syndicaux.

Il existe des tentatives de résister à cette terreur et de s'organiser en défense du peuple palestinien contre la guerre génocidaire de l'État d'Israël

Pourtant, les traditions universitaires restent vivaces : à ce jour, plus de 2 100 universitaires ont signé un appel « pour l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire » d'Israël contre le peuple palestinien et pour « le boycott académique visant les institutions académiques israéliennes complices de la violation des droits des Palestiniens » et cela « malgré le climat de répression et de restriction des libertés académiques autour de la Palestine ».

Seuls les travailleurs et la jeunesse de tous les pays peuvent venir en aide au peuple palestinien

Face aux interdictions de se regrouper et de s'exprimer en défense du peuple palestinien massacré, face à la chasse aux sorcières et à la police de la pensée qui sévit dans les universités et dans la recherche, c'est aux directions de nos organisations syndicales qu'il revient d'assumer pratiquement le combat contre la répression ! C'est à elles d'appeler et d'organiser le boycott académique effectif de l'État d'Israël.

Les directions des organisations de l'ESR (UNEF, UE, SNESUP, SNCS, SNASUB, CGT, FO) doivent exiger dans l'unité :

- la levée de toutes les sanctions et poursuites prises contre les étudiants de Sciences Po
- l'abrogation de la lettre-circulaire Retailleau

Le massacre sans fin du peuple palestinien perpétué par Israël, avec le soutien sans faille des puissances impérialistes, dont celui du gouvernement Macron-Attal, est une expression achevée de la barbarie capitaliste. C'est ce même caractère pourrissant du capitalisme qui s'exprime à travers les développements de la crise économique qui réduit à la misère si ne n'est à la survie des centaines de millions de travailleurs, à travers la destruction de la planète et le militarisme.

Les militants du Cercle de Jeunes Révolutionnaires (CJR) combattent pour la seule alternative possible : le socialisme. Cela implique de combattre pour la prise du pouvoir politique du prolétariat, combat nécessitant la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et d'une internationale ouvrière révolutionnaire. Nous combattons pour la construction d'une organisation politique révolutionnaire de la jeunesse, pour l'internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ) partie prenante ce combat.

Prenez contact : cjr.soub@gmail.com | Instagram : [cjr.soub](https://www.instagram.com/cjr.soub)



La révolte du peuple kanak, un soulèvement contre l'ordre colonial français

Face à la révolte de la jeunesse kanak contre l'administration française en Kanaky, l'impérialisme français tente désespérément de maintenir son ordre colonial. Répression sanglante, déportation des leaders kanak, présence d'hommes de troupe par milliers, la situation est toujours instable tant socialement qu'économiquement.

24 septembre 2024 : anniversaire des 171 ans de colonisation !

Depuis sa colonisation par la France en 1853, la Kanaky est pour l'impérialisme français une précieuse position et ce, dans une zone du Pacifique dans laquelle il peine à maintenir sa présence économique et militaire. Initialement conçue comme un simple avant-poste français, la Kanaky devient en 1863 un bague ultramarin, à l'instar de Cayenne, puis une colonie de peuplement. C'est également cette année-là que l'on découvre que les sols sont riches en nickel (on estime à ce jour que la Kanaky possède un quart des réserves mondiales) et que commence l'exploitation intensive des ressources minières par des consortiums industriels.

Le projet colonial de peuplement entraîne alors une spoliation massive des terres des chefferies kanak. Les tribus sont ainsi parquées dans des réserves où la terre leur est « attribuée » par le colon, la première délimitation des terres datant de 1876. À partir de 1887, les Kanaks sont soumis au régime de l'indigénat, tout comme les Algériens. Au terme du processus de colonisation et d'appropriation des terres par les colons, les Kanak se partagent en 1984 200 000 hectares de mauvaises terres tandis que les colons possèdent 400 000 hectares de terres alluviales le long des côtes qu'ils exploitent avec les moyens techniques que leur procurent les banques et l'administration coloniale. Les terres agricoles sont accaparées par la culture du café (maintenant en net recul) et l'élevage bovin (qui occupe 96 % des terres). Mise à part l'exploitation minière, aucune industrie n'est développée sur l'archipel, mais la Kanaky représente un intérêt stratégique de taille pour l'impérialisme français, puisqu'elle lui permet d'assurer une présence militaire et diplomatique dans la région ainsi que de faire main basse sur les ressources halieutiques et minérales sous-marines de l'archipel.

Ces 171 années de colonisation sont autant d'années de spoliation, de répression et de déportation des insurgés kanak. L'organisation politique y est réprimée et bâillonnée. Lors du congrès de dissolution du Front indépendantiste, les 22, 23 et 24 septembre 1984 est fondé le Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS), qui regroupe les principaux partis indépendantistes, notamment l'Union Calédonienne. Cette date marque le début des « événements » de 1984-1988, guerre civile au cours de laquelle le peuple kanak va chercher à se saisir des organisations indépendantistes pour lutter contre l'impérialisme français. Ces affrontements armés s'accompagnent d'un boycott des élections locales. La période est durablement marquée par l'assassinat par la gendarmerie française le 12 janvier 1985 d'Éloi Machoro, chef militaire du FLNKS. Les affrontements culminent en mai 1988 avec l'assaut de la grotte d'Ouvéa. La gendarmerie, soutenue depuis la métropole par Chirac, premier ministre sortant et candidat aux élections présidentielles, va y assassiner 19 militants indépendantistes.

Suite à ce nouveau sommet atteint dans la violence de la répression coloniale, et dans un contexte particulièrement tendu pour l'impérialisme français, sont organisés en toute vitesse, dès Mitterrand réélu, les accords de Matignon-Oudinot. Signés pendant l'été 1988 sous l'égide du gouvernement Rocard par les leaders indépendantistes représentés par Jean-Marie Tjibaou et les leaders non-indépendantistes représentés par le député Lafleur, ces accords proposent fallacieusement un « processus » d'indépendance de la Kanaky. Ils prévoient une période de dix ans, accompagnée par des « réformes » économiques et politiques au terme de laquelle les Kanak seront invités à voter pour ou contre leur indépendance. Ces accords amnistient également les assassins de la grotte d'Ouvéa. Comble de l'étalage de l'ingérence coloniale sur ce territoire, les accords de Matignon-Oudinot sont soumis par référendum à l'ensemble des Français en novembre 1988 !

Suite à la signature de ces accords, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné sont assassinés le 4 mai 1989 par un militant indépendantiste. Leur assassinat illustre à l'époque les violents conflits politiques qui déchirent le FLNKS et la prise de conscience que ces accords signés constituent une reddition pure et dure face à l'impérialisme français, et sont un carcan pour le peuple kanak.

Dix ans plus tard, le 5 mai 1998, sous l'égide de Jospin, alors Premier Ministre de Chirac, est signé l'accord de Nouméa qui instaure un nouveau fonctionnement institutionnel et administratif de l'archipel et surtout affirme « la légitimité des « nouvelles populations » venues à la suite de la colonisation » (c'est-à-dire les colons, aussi appelés caldoches). Cet accord reconnaît « les ombres de la période coloniale, mais aussi ses lumières » (sic !), et envisage « la refondation d'un lien social durable entre les communautés », bref, ils affichent clairement le refus d'une quelconque indépendance de la Kanaky. Pour donner une illusion de compromis, cet accord instaure un « gel du corps électoral kanak » : seules les personnes pouvant voter au référendum d'approbation de cet accord, en novembre 1998 - devant pour cela prouver de plus de dix ans de résidence sur l'archipel - et leurs enfants seraient autorisés à voter lors des scrutins provinciaux sur l'archipel, notamment lors des référendums d'auto-détermination prévus pour 2018, 2020 et 2021.

Cependant, il faut avant tout prendre conscience que cet accord laisse tout à fait la main libre aux colons sur place, et ne fait qu'offrir l'illusion d'un pouvoir décisionnaire aux Kanak à travers le FLNKS. En effet, les trois provinces telles que délimitées par les accords (Nord, Sud, Îles Loyauté) sont dirigées par un conseil local élu tous les six ans, et un congrès du territoire composé de la réunion des trois assemblées provinciales est institué. Mais les fonctions régaliennes (la défense, la sécurité intérieure, la justice et la monnaie) sont toujours assurées par le représentant de l'État français (Haut-Commissaire) qui a à sa charge l'administration territoriale, pour laquelle la métropole dispose et distribue les crédits. Il est d'ailleurs à noter que si l'exécutif reste aux mains des colons, le pouvoir local également, et ce malgré les simulacres de démocratie locale : la province la plus riche, Sud, où se trouve Nouméa et principale zone de peuplement caldoche, obtient 42 sièges tandis que les deux provinces restantes, où sont surtout les Kanak, obtiennent à elles deux 22 sièges. En signant ces accords scélérats, les dirigeants du FLNKS ont donc abdicqué toutes les aspirations du peuple kanak en contrepartie de quelques sièges pour eux, en bout de table, au banquet colonial.

Révolte de 2024 et répression coloniale

Sur fond de perte d'influence de l'impérialisme français dans la région, en particulier face à l'impérialisme chinois, le vote le mardi 14 mai à l'Assemblée nationale de la réforme constitutionnelle propose le dégel du corps électoral en Kanaky. Cela achève de mettre le feu aux poudres, dans un contexte économique et social particulièrement tendu dans l'archipel, d'autant plus depuis la crise du COVID-19. Le lundi 13, des émeutes éclatent un peu partout sur l'archipel, et dès le lendemain, des barricades sont dressées.

En effet, ce dégel augmenterait la composition du corps électoral de 14,5%, y ajoutant 12 441 natifs de Nouvelle-Calédonie, ainsi que 13 400 citoyens français présents de manière continue depuis au moins dix ans. Dans ces natifs de Nouvelle-Calédonie, comptez certes les petits-enfants des Kanak inscrits sur les listes de 1988, mais aussi et surtout les enfants des caldoches nés sur place ! Cette loi fait donc la part belle aux colons sur place et enterre la fiction du « processus d'indépendance ».

Face à l'insurrection du peuple kanak, et notamment de sa jeunesse, le patronat dénonce la « violence » des actes, se dit « en colère » en pensant aux « emplois détruits et [aux] entreprises qui ne vont pas rouvrir leurs portes » (Mimsy Daly, présidente du MEDEF sur place, France Info, le 13/05/2024), tandis que le Haut-Commissaire de la République, Louis le Franc, somme les jeunes kanak de ne plus faire usage de la force : « On ne joue pas avec la sécurité (...) avec des armes automatiques, des armes de poing, des carabines de gros calibre. Je vais engager le GIGN sur le secteur de Saint-Louis » (France Info, 14/05/2024). Le GIGN s'est alors vu autorisé à riposter, en « légitime défense » : nous savons ce que la légitime défense signifie pour les forces de l'ordre françaises depuis Nahel, Sainte-Soline et tant d'autres événements ! Le gouvernement a envoyé plus de deux mille membres des forces de l'ordre, dont plus d'une centaine de militaires du GIGN pour suppléer à la police locale et aider à mater l'insurrection. Il faut ajouter seize blindés Centaure, fleurons de la gendarmerie française, notamment déployés lors de la répression des émeutes suite à la mort de Nahel et lors des manifestations contre le projet de l'autoroute A69. Cette mobilisation de moyens répressifs dont la liste n'est pas exhaustive a été si importante qu'elle a participé à grever le déficit public annuel de la France. Déficit dont le prolétariat français doit faire les frais selon les gouvernements bourgeois (voir édito).

Le résultat de cette politique répressive est sans appel : depuis le début des émeutes, 9 Kanak sont morts, tués par les forces de l'ordre ou par des miliciens caldoches, et plusieurs centaines de blessés sont à déplorer. Toutes les institutions de l'État colonial (police, justice, armée) ont été mobilisées contre les Kanak : état d'urgence, couvre-feu, arrestations, déportations. Sept militants indépendantistes ont ainsi été transférés en métropole au mois de juin afin d'y être écroués. Leur déportation et leur incarcération ne sont rien d'autres que l'expression la plus crue du caractère colonial de la répression.

Encore récemment, le 19 septembre, deux jeunes kanak sont assassinés par la police tandis que la population est assiégée, une partie est privée d'accès aux routes et subit des descentes fréquentes des forces de l'ordre : des méthodes dans la droite ligne de l'apartheid « made in France », fruit d'une longue histoire de barbarie coloniale.

Finalement, le 1er octobre, lors de son discours de politique générale, Barnier annonce

l'abandon du projet du dégel du corps électoral. L'abandon de la réforme est un témoin des difficultés rencontrées par l'impérialisme français sur place. La fuite des colons est telle que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nouvelle-Calédonie estime à 60000 le nombre de départs, sur 271 000 habitants, avec l'explosion du chiffre depuis le 13 mai ; les chiffres restent, à la fin de l'été, largement sous-estimés. Le gouvernement Barnier n'abandonne cependant en rien ses velléités, d'où sa décision du report des élections provinciales en 2025, pour lui laisser de jauger quelle sera le moyen le plus sûr de rétablir l'ordre... colonial.

PS, PCF, LFI et dirigeants syndicaux, en défense des positions coloniales françaises

Le PS invitait dès le début des émeutes à un desserrement du calendrier constitutionnel avant le vote de la réforme constitutionnelle. On doutait alors, tant dans les rangs du PS que de la Macronie, alors toujours en majorité relative dans l'hémicycle, que les trois cinquièmes d'élus (députés et sénateurs) nécessaires au vote de la loi manquent à l'appel. C'était donc très naturellement que le PS demandait un report du vote, attendant une période plus propice pour que les tensions retombent et que les élus dits « de gauche », héritiers de Mitterrand et Rocard, puissent voter l'accomplissement de ce texte en joignant leurs voix à celles de droite et d'extrême-droite.

Jean-Luc Mélenchon, lui, implorait dès le 15 mai Macron de régler la situation pacifiquement, mettant au passage une signe d'égalité entre la mort de deux jeunes kanak et celle d'un agent de la répression armée française. Il avait quelques heures auparavant fait l'éloge des artisans des accords scélérats de Nouméa dans un tweet éloquent : « *Tristesse totale devant la violence qui déferle à Nouméa ruinant 40 ans d'efforts de paix et de volonté de décolonisation pacifique. Pensée pour toutes les victimes et leur famille. Pensées pour ceux qui avaient sacrifié tant pour éviter le retour à cette impasse. Président Macron, il est temps de faire les gestes qui apaisent. Soyez à la hauteur de Michel Rocard et François Mitterrand, de Tjibaou et Lafleur. Il n'y a pas d'autre chemin pour la Paix en Calédonie.* » Encore récemment, lors d'une conférence à Mende : « *L'Unité de la patrie est mise en danger par la division sociale. En Guyane, à Mayotte, en Guadeloupe, en Nouvelle Calédonie, c'est en cours. On y envoie les CRS. Ces violences montrent un visage de la France qui compromet son unité. Ceci n'est pas fait en notre nom. Aucun d'entre nous n'a jamais voulu la répression ni la mort de qui que ce soit. Nous ne sommes pas les partisans de l'ordre colonial.* ». C'est pourtant bien de cet ordre, colonial, que se revendique JLM dans « l'unité de la patrie » des positions coloniales françaises actuelles.

Du côté des syndicats, même son de cloche, appel au « respect des accords de Nouméa ». Ainsi, selon un communiqué de la CGT, en mai dernier, « *le Président Macron doit immédiatement retirer le projet de dégel du corps électoral, mettre fin à l'état d'urgence, libérer les défenseurs des droits (syndicalistes, représentants d'association, ...) et demander au premier Ministre d'organiser une médiation, tout en restant dans le cadre des accords. Il doit organiser les discussions avec les partisans du retour à la paix.* ». Le retrait du dégel du corps électoral est invoqué comme solution, sans remise en cause de la situation coloniale globale, de la « paix » qu'elle impose par le contrôle, l'armée et la présence sur place de colons ! Ce soutien hypocrite de la part des dirigeants syndicaux soutient les Kanak

comme la corde le pendu. Sous couvert de reprendre la question de « l'autodétermination » la direction de la direction confédérale de la CGT arbitre des modalités de la répression de la jeunesse kanak.

Les organisations du mouvement ouvrier doivent se placer résolument aux côtés du peuple kanak, peuple colonisé. Elles doivent combattre l'État français qui utilise ses institutions coloniales (administration, justice, forces répressives) pour perpétuer sa répression et sa domination du peuple kanak. Lutter pour la jeunesse kanak c'est lutter contre le gouvernement français, en France, pour le soutien INCONDITIONNEL de la révolte de la jeunesse kanak pour le droit à l'auto-détermination de la Kanaky.

Un exemple de ce combat est donné par le courant Front Unique dans la FSU qui a soumis au vote de la direction de l'organisation la motion suivante, le 24/09/2024 :

Le gouvernement français accentue sa violente politique coloniale contre les Kanaks.

Le CDFN de la FSU [organe de direction de la fédération] se place inconditionnellement du côté du peuple kanak, peuple opprimé.

« **En conséquence, il exige :**

- **l'abrogation de la loi de réforme du corps électoral ;**
- **le retrait des forces de répression ;**
- **la levée du couvre-feu et de toutes les mesures de restriction des libertés publiques ;**
- **la libération immédiate des Kanaks emprisonnés. »**

Résultat : *Pour* : 10 / **Contre** : 62 / *Abstentions* : 7 / *Refus de vote* : 30

Les résultats du vote de la part de la direction de la FSU sont la preuve éclatante de l'inféodation de cette direction aux intérêts de l'impérialisme français. C'est pourquoi le combat pour imposer aux dirigeants des organisations ouvrières de combattre leur propre impérialisme implique de s'organiser pour leur imposer. Cette organisation c'est le combat pour la construction d'une organisation révolutionnaire.

À propos de LFI - Extrait d'un rapport des journées d'études du CJR du 09 juin 2024

« **Les organisations dites d'extrême gauche et le combat pour l'ORJ** », les rapports réalisés lors de ces journées sont disponibles sur demande.

« Le constat du plongeon du mode de production capitaliste dans la barbarie et le chaos est de plus en plus partagé. Dans la jeunesse, une question se pose nécessairement avec de plus en plus d'acuité : à quelles conditions un avenir est-il possible ?

C'est en cherchant une réponse à cette question, et alors que le PS et le PCF sont en voie de liquidation, que des jeunes sont attentifs au discours de Mélenchon, voire de LFI. Cette année à Nanterre, alors que la mobilisation sur la Palestine était bouchée par les petits chefs gauchistes qui dirigent l'UNEF Nanterre, un meeting de Mélenchon regroupe plus de 1000 jeunes. Et ce alors même que LFI et Mélenchon ne se réclament pas de la révolution ni du socialisme, et se placent en soutien permanent de l'impérialisme français.

Historiquement, le Parti Socialiste est définitivement passé du côté de la défense de l'ordre bourgeois en 1914, en signant les crédits de la première guerre impérialiste, et en participant aux gouvernements impérialistes qui ont organisé cette boucherie. Il s'appelait alors Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), et revendiquait le combat pour le socialisme. Le Parti Communiste Français (PCF), lui, a franchi le Rubicon en 1933 avec le reste des sections de l'Internationale Communiste sous la direction de la bureaucratie Stalinienne. J'y reviendrai dans la partie suivante.

Électoralement, la classe ouvrière et la jeunesse, faute de parti révolutionnaire, n'ont pas moins cherché à se saisir de ces partis pour infliger des défaites à la bourgeoisie – l'élection de Mitterrand contre Giscard, l'élection de Hollande contre Sarkozy en sont deux exemples. Et ce malgré les nombreuses trahisons dans l'aide inconditionnelle qu'ils ont apportés à la bourgeoisie pour maintenir son ordre. Mais la prise en charge du programme de la bourgeoisie, des contres réformes, ont fini par laminer ces partis, qui après avoir perdu leur base militante ont perdu leur base électorale.

Formellement, le PCF et le PS ont continué à se référer au combat pour le socialisme jusqu'à la restauration du capitalisme en URSS et en Chine. Ce n'est plus le cas, et c'est pour cela qu'une organisation comme LFI peut avoir une audience dans la jeunesse. LFI est né comme une organisation qui ne se réclame pas de la lutte des classes mais de la lutte du « peuple » contre les « élites », qui ne se réclame pas du socialisme mais du capitalisme à visage humain contre le monstrueux néolibéralisme.

Sur le terrain pratique, il est pourtant difficile de voir la différence entre ces soit disant « versions » du capitalisme. Pour prendre des exemples d'actualité : les députés LFI ont voté tous les crédits français de la guerre en Ukraine. Ils ont voté contre les hausses du budget militaire français... mais parce qu'elles n'étaient pas assez importantes ! Mélenchon a toujours pris position contre l'indépendance de la Kanaky, contre le retrait des troupes de l'armée française en Afrique, dans son ancien empire colonial. Sur le plan économique, au-delà de la militarisation de l'économie, l'orientation de LFI pour répondre aux problèmes du capitalisme français...c'est la commande publique financée au moyen de la dette que

les travailleurs devront payer avec les emplois ainsi créés... bref ! Une fiction qui a pour seul objectif politique de s'opposer aux revendications d'expropriations des grands moyens de production et d'échange ainsi que l'effacement de la dette contractée par les capitalistes.

La FI de Mélenchon est née de la décomposition du PS et du PCF, elle est aujourd'hui un agent actif de cette décomposition au compte de la bourgeoisie. Elle ne s'est jamais revendiquée du socialisme parce qu'elle a vu le jour de l'autre côté du Rubicon, Rubicon que Mélenchon avait franchi avec ses camarades en rejoignant le PS dans les années 80. Son drapeau, c'est le drapeau bleu blanc rouge des versaillais qui ont écrasé la commune et que les peuples colonisés par la France ont appris à haïr.

C'est parce que LFI n'a pas encore participé à un gouvernement bourgeois – même si Mélenchon aurait rêvé d'être le premier ministre de Macron¹ – que la confusion peut être entretenue dans la jeunesse. Mais aussi parce que Mélenchon connaît sa place politique et qu'il sait qu'il doit s'appuyer sur les franges de la jeunesse qui cherchent une issue politique, dans une situation où le vote PC ou PS ne donnent plus la possibilité de chasser Macron. Et vraisemblablement, nombre de jeunes – dont il ne faut pas surestimer l'importance - voteront aujourd'hui pour la liste de LFI. La présence de la juriste palestinienne Rima Hassan, et le fait que les députés de LFI aient été les seuls à appeler aux rassemblements en soutien à la Palestine joueront en faveur de ce vote. Mais il ne faut pas s'y tromper, l'orientation défendue par LFI est une orientation de soumission à l'impérialisme, au droit international, et donc à Israël que les USA protègent dans leur caverne de brigands qu'est l'ONU. Et ce même si elle a été portée avec un certain courage face aux chiens de garde enragés et injurieux des plateaux télé bourgeois pour qui l'existence même du peuple palestinien n'est pas tolérable. »

Il est également à propos de rappeler ce que nous écrivions dans l'éditorial de l'an dernier à propos de la crise de l'UNEF et du rôle de LFI :

« Matérialisation de la défaite contre la loi retraite, la direction de LFI, par l'intermédiaire des syndicats locaux étudiants qu'elle dirige, annonce une scission de l'UNEF, syndicat historique des étudiants, {...}

Cette scission renforce le désarroi en nourrissant la division et réduisant encore plus la capacité des étudiants à bénéficier d'un cadre national pour leurs combats. Le document de congrès de fondation de l'UE démontre qu'il n'y a aucune différence entre la politique de la direction de l'UNEF et celle de l'Union Étudiante. Les deux siègent dans les conseils de gestion, qui sont les organes locaux d'application des lois du gouvernement, et octroient des financements aux organisations qui s'y rendent. Les deux revendiquent l'allocation d'autonomie au lieu de dénoncer la volonté du gouvernement de liquider les Crous et les deux affabulent, en pleine défaite, la force de la mobilisation étudiante ! »

Voilà pourquoi la formule « LFI est un agent actif de la décomposition du mouvement ouvrier » n'est pas une phrase à l'emporte-pièce mais une caractérisation précise de son action politique, ici dans la jeunesse étudiante.

1 - Une précision : Mélenchon a lui déjà fait partie du gouvernement Jospin en 2002. Il était alors ministre délégué à l'Enseignement professionnel et avait participé pleinement aux offensives prise à l'encontre de la jeunesse ouvrière.

Le **Cercle de Jeunes Révolutionnaires** est un regroupement politique de jeunes convaincus par l'alternative suivante : soit le capitalisme finira d'entraîner l'humanité dans la barbarie, soit la jeunesse et le prolétariat arriveront à prendre le pouvoir, à l'échelle internationale, et engageront l'humanité vers le socialisme.

La progression de la barbarie se constate tous les jours dans la crise : destruction d'un environnement viable pour l'humanité, guerres, famines, inflations, renforcement du caractère policier des États capitalistes. Pour la jeunesse, tout concourt à sans cesse poser la question suivante : à quelles conditions un avenir est-il possible ?

Pour nous, c'est d'abord à condition de combattre pour le socialisme. Il ne suffit cependant pas d'en faire la déclamation aux masses : si ces dernières ne s'emparent pas de ce combat, ce n'est ni parce qu'elles se seraient « embourgeoisées », ni parce qu'elles seraient incultes, mais parce qu'en face d'elles se dressent systématiquement les dirigeants corrompus du vieux mouvement ouvrier qui barrent le chemin à l'affrontement avec les gouvernements du capital. En France, ce sont les dirigeants des syndicats issus du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, UNEF). A travers le « dialogue social », ces derniers prennent en charge l'élaboration des contre-réformes et sont toujours plus organiquement liés à l'État bourgeois.

Pour briser cette collaboration, nous considérons impérativement nécessaire de combattre pour la construction d'une Organisation Révolutionnaire de Jeunesse (ORJ). C'est à dire une organisation à même de permettre à la jeunesse, ouvrière comme étudiante, de se réappropriier ses syndicats, et de combattre dans l'unité les gouvernements du capital.

Si nous ne sommes pas cette ORJ, notre combat reste celui de nous organiser, de nous armer politiquement pour intervenir dans la lutte des classes, de défendre le marxisme face à l'idéologie bourgeoise. Militer ne signifie pas se marginaliser en sectes par un activisme forcé mais s'organiser en lien avec la défense de ses propres qualifications et droits, à l'université comme en entreprise.

Ce bulletin rend compte de notre intervention, il est donc le point de départ de notre travail d'organisation politique à Montpellier, à Lyon et à Paris, villes dans lesquelles s'organisent aujourd'hui des jeunes liés au CJR qui publient le bulletin

Socialisme ou Barbarie.

“La société bourgeoise se trouve à la croisée des chemins : soit en transition vers le socialisme, soit en régression vers la barbarie.”